

Publié sous :

Isabelle Ferreras, « Université - solidarité. L'étudiant universitaire, l'engagement et la solidarité »
in *Les engagements étudiants*, Françoise Hiraux sld, 2008, Bruxelles : Academia-Bruylant, 171-174.

UNIVERSITE – SOLIDARITE L'ETUDIANT UNIVERSITAIRE, L'ENGAGEMENT ET LA SOLIDARITE

Isabelle FERRERAS
chargée de recherches FNRS, POLS/ANSO/UCL
Labor and Worklife Program, Harvard University

QU'EST-CE QUE LE SAVOIR UNIVERSITAIRE ?

Je propose de voir que l'idée de *solidarité* est au cœur du projet universitaire. Il en décrit même la vocation. La solidarité exprime le sentiment de responsabilité et de dépendance réciproque au sein du collectif. Elle conduit l'humain à se comporter comme s'il était directement confronté au problème d'autrui. Ainsi, sans solidarité, il n'y aurait pas d'énergies mobilisées pour comprendre la vie humaine et sociale et intervenir à son service – soigner, nourrir, éduquer. De plus, d'un point de vue épistémologique, la *production* même *du savoir* présuppose le concept de solidarité : sans solidarité, pas d'apprentissage collectif et d'accumulation, tout au long des siècles. Sans solidarité, pas d'échange d'idées 'gratuit'. Sans solidarité, au fond, pas de langage¹. Et que ferions-nous, si nous n'avions le langage ?

¹ Attention, la solidarité doit être distinguée de l'altruisme qui conduit à aider son prochain par pur engagement moral. L'idée de solidarité renvoie au contraire aux conditions pragmatiques de l'expérience humaine, directement liées à l'intégration et la dépendance vis-à-vis d'autrui et du collectif.

UN PROJET D'EMANCIPATION COLLECTIVE

En vertu de cette origine, on peut affirmer que le projet du savoir universitaire est historiquement animé par un projet d'émancipation collective, qui prolonge la réalité de cette solidarité et de l'idéal qu'elle représente. En effet, on peut dire qu'il y a *grosso modo* deux usages sociaux, deux fonctions, au fond, deux vocations du *savoir*² : l'émancipation et la domination. L'émancipation vise à donner les moyens pour l'autonomie collective, l'autodétermination des individus qui forment le collectif, on touchera ici à l'essence même de l'idéal démocratique. La domination, au contraire, vise à la soumission de certains –cela peut être de la majorité- à des fins poursuivies par d'autres (leur propre enrichissement, leur propre rayonnement, leur propre distinction, etc.).

Du point de vue de l'Université, de sa « politique », cela implique qu'elle est –*de facto*- sans cesse en train de se demander (même si elle ne se le demande pas, elle est de fait sans cesse en train de répondre à la question) : le savoir que nous produisons et diffusons –et ce, jusque dans la manière même dont nous le diffusons- participe-t-il à un projet d'émancipation ou de domination ?

On peut rappeler ici, et on peut certainement en être fiers, que l'université de Louvain s'inscrit dans une grande tradition animée par ce projet d'émancipation, contre les obscurantismes, contre les pouvoirs terrestres en tous genres (séculiers, religieux également...). Et son histoire chrétienne lui fait doublement prendre racine dans ce projet de contribuer à l'émancipation des humains –car elle conforte cet impératif pragmatique d'un impératif moral.

LES CHOIX D'AUJOURD'HUI

Il peut être éclairant de penser qu'aujourd'hui, les universités, à travers le projet qu'elles portent, se situent sur un spectre qui s'étend entre deux pôles : un lieu d'enseignement et de recherche au service de la domination, souvent aux sources de financement privées mais pas nécessairement (reproduisant la domination d'un groupe social sur d'autres) d'un côté, de l'autre une Université, plus souvent financée par des fonds publics, qui travaille au projet d'émancipation collective, au service du projet démocratique. D'un côté, l'« université

² Cette distinction fait écho à la distinction d'ordre épistémologique proposée par Habermas, lorsqu'il considère toute quête scientifique comme fondée en dernier ressort par un "intérêt de connaissance". Habermas identifie un intérêt de domination, ou contrôle, et un intérêt d'émancipation, à côté d'un intérêt d'intercompréhension. Voir Habermas, Jürgen. 1971. "Knowledge and Human Interests : A General Perspective " in *Knowledge and Human Interest*. Boston: Beacon Press, 301-317.

privée » dont la vocation est, d'un point de vue organisationnel, d'être immédiatement rentable économiquement et, du point de vue de la production et transmission du savoir, de participer à perpétuer un type de domination. De l'autre, notre modèle d'université publique – au sens fort, c'est-à-dire, indépendamment des subtilités de son mode de financement, qui appartient au public, à la société démocratique qu'elle sert et qui, dès lors, promeut un modèle bien précis d'engagement de l'étudiant universitaire.

En vertu de ce modèle d'Université du savoir de l'émancipation, il est logique de penser qu'il n'y a pas de parcours véritablement *universitaire* sans engagement solidaire. Car celui-ci représente, dans le chef de l'apprenant, le moment de « matérialisation », de réalisation, donc de compréhension, de la démarche universitaire elle-même. Aussi, le concept d'« engagement extra-académique de l'étudiant universitaire » apparaît quelque peu étrange, quand on réalise combien c'est au travers d'actions de solidarité, d'autant de projets concrets, que le parcours de l'étudiant devient tout simplement, véritablement, *universitaire*. L'étudiant n'est pas ce mouton qui suit bêtement le parcours plus ou moins balisé par un berger et ses chiens, plus ou moins doués ou expérimentés, au travers de pâturages trop peuplés. Non, l'étudiant universitaire, par son engagement dans des actes solidaires, apprend en expérimentant, s'approprie le savoir c'est-à-dire fait sien l'intention même qui sous-tend la démarche universitaire : la solidarité.

LA SOLIDARITE : A EXPLICITER DANS LE CURSUS UNIVERSITAIRE

Ma proposition est donc d'inviter chacun à comprendre que vivre ces expériences de solidarité, quelque soit la forme particulière qu'elles prennent, fait partie intégrante de la formation universitaire, à Louvain singulièrement. Produire un travail en groupe, réfléchir ensemble sur un problème complexe, défendre les conditions d'existence des étudiants étrangers boursiers, se mobiliser pour soutenir un de nos docteurs *honoris causa*, mettre sur pied une équipe de recherche interdisciplinaire ou monter une action de solidarité pour les étudiants et professeurs des universités du Liban, le geste est le même, on n'apprend une même chose sous toutes ces formes : le savoir de l'émancipation ne se construit qu'ensemble.

Un auditeur contraire s'obstinera à se demander pourquoi intégrer le souci des actions de solidarité dans la conception des cursus universitaires ? Parce qu'il y a une chose à la fois terrible et magnifique dans cette quête : plus on la pratique, plus on apprend, moins on la pratique, moins on est capable de la pratiquer. Il y a donc une exigence forte d'*expérience* qui pèse sur la constitution des cursus. Cela veut dire, concrètement, intégrer les actions de

solidarité dans les cursus et les valoriser. Et cela commence par des formes aussi simples que de discuter, lors du choix du thème d'un mémoire de fin d'études, si le sujet envisagé sert l'émancipation collective ou, au contraire, perpétue un type de domination ?

Pour conclure, j'aimerais ainsi nous inviter à prendre acte du fait qu'un lien de causalité mal reconnu est au cœur d'un véritable parcours universitaire, à l'échelle tant individuelle que collective : l'engagement solidaire développe la capacité à l'appropriation, la création du savoir, la recherche et l'innovation proprement *universitaire* – au sens le plus fort de ce terme, à savoir : animé par le projet d'émancipation collective de la société.